

68 % des chefs d'entreprise préfèrent un prélèvement sur la valeur ajoutée à la taxe professionnelle

Selon une étude de l'IFOP pour KPMG

Dans le contexte actuel de réforme de l'organisation territoriale, l'IFOP a interrogé du 17 au 24 avril 2009, à la demande de KPMG, plus de 400 dirigeants d'entreprises françaises de 10 à 500 salariés sur les actions des collectivités locales, leur degré de satisfaction au regard des services reçus et aussi sur les principales propositions de modernisation élaborées par la commission Balladur.

Si les chefs d'entreprise se déclarent, en majorité, satisfaits des services apportés par les collectivités locales et les services de l'Etat...

62 % des dirigeants se déclarent satisfaits des services apportés par leur commune ou structure intercommunale, 60 % de ceux apportés par leur région, 57 % de ceux apportés par leur département et 53 % de ceux offerts par les services de l'Etat. Toutefois, **près de 15 % des dirigeants se montrent très insatisfaits des prestations** qui leur sont proposées par chacune des collectivités : commune, département, région ainsi que pour les services déconcentrés de l'Etat.

Ils attendent en priorité des actions en matière financière et fiscale de la part des collectivités locales ...

64 % des dirigeants comptent sur les collectivités locales pour mener des actions dans le domaine des aides financières ou fiscales. Cette demande s'avère particulièrement forte dans les communes rurales où 76% des dirigeants la citent, et dans le Nord Est de la France (77 %).

Or, la majorité des chefs d'entreprise (77 %) estime que les services actuellement rendus par les collectivités locales sont insatisfaisants au regard des prélèvements fiscaux que subissent leur structure, notamment pour les dirigeants du secteur de la construction (84 %) et ceux présents dans des agglomérations de 20 000 à 100 000 habitants (83 %).

En lien avec ces critiques, **68 % des chefs d'entreprise approuvent la suppression de la taxe professionnelle et son remplacement par un prélèvement sur la valeur ajoutée**, qui, pour **62 % des sondés, aurait un effet bénéfique sur leur structure** (69 % dans l'industrie).

..viennent ensuite la formation professionnelle, la promotion du bassin d'emploi et les infrastructures

Au-delà de la fiscalité, les demandes des dirigeants auprès des collectivités locales sont également fortes dans le domaine de la **formation professionnelle** et l'apprentissage, qui sont citées par 55 % des interrogés, voire 72 % pour les dirigeants du secteur du BTP. De même, un patron sur deux (49 %) souhaite des actions de **promotion du bassin d'emploi** auquel est rattachée leur entreprise.

En outre, 43 % des patrons interrogés souhaitent qu'une priorité soit accordée aux **infrastructures et réseaux**. Cette attente est particulièrement marquée au sein des agglomérations de 2 000 à 20 000 habitants (54 %) et dans les structures de 250 à 499 salariés (61 %).

... les propositions de la réforme Balladur sont bien accueillies par les chefs d'entreprise

Les réformes proposées par la Commission Balladur recueillent l'adhésion de la majorité des dirigeants. Ces derniers soutiennent particulièrement **la spécialisation des régions dans la recherche, l'innovation et les grandes infrastructures (82 %)** et le **regroupement obligatoire de toutes les communes dans des structures intercommunales (78 %)**. Ces deux mesures sont perçues par respectivement 74 % et 67 % des dirigeants comme pouvant avoir un impact positif sur leur entreprise.

Les regroupements de collectivités au sein de structures plus importantes font aussi l'objet d'appréciations positives, même si leurs effets bénéfiques sur l'entreprise sont perçus par une moindre proportion des personnes interrogées. Ainsi, **66 % des dirigeants soutiennent la création des onze grandes métropoles** absorbant les compétences économiques des départements, 62 % sont favorables à la réduction du nombre de régions métropolitaines de vingt-deux à quinze (53 % jugeant son impact favorable pour leur structure) et 58 % approuvent la suppression des services locaux de l'Etat dans les domaines confiés aux collectivités locales.

Méthodologie

- Echantillon de 402 dirigeants d'entreprises, représentatifs des entreprises françaises de 10 à 500 salariés.
- La représentativité de l'échantillon a été assurée par un échantillonnage raisonné sur les quotas (taille salariale, secteur d'activité, région) et un redressement selon les données INSEE.
- Interviews téléphoniques du 17 au 24 avril 2009.

Contact :

Ingrid Pinchot – Attachée de presse KPMG – Tel : 01 55 68 92 89 – Email : ipinchot@kpmg.fr

KPMG en France

Premier cabinet d'audit, d'expertise comptable et de conseil en France*, KPMG est membre de KPMG International, réseau de cabinets nationaux indépendants, présent dans 144 pays.

Le cabinet accompagne les sociétés cotées et groupes internationaux dans le cadre de missions d'Audit et d'Advisory. Il intervient auprès des PME, du secteur public et du secteur non marchand dans les activités d'audit, d'expertise comptable et de conseil.

* Source : La Profession Comptable 2009